

Document

La Hongrie adopte des lois controversées et s'isole un peu plus en Europe

(lemonde.fr)

30 décembre 2011

Le Parlement hongrois a adopté, vendredi 30 décembre, une nouvelle série de lois controversées qui isole encore davantage le pays au sein de l'Europe. La première d'entre elles accroît l'influence du gouvernement conservateur de Viktor Orbán sur la Banque centrale. La loi a été adoptée avec 293 voix pour, 4 contre et une abstention, grâce à la majorité des deux tiers dont dispose le parti Fidesz du premier ministre, Viktor Orbán.

La réforme de la Banque centrale (MNB), qui est censée être indépendante du pouvoir politique, retire à son président la prérogative de choisir ses adjoints, qui passent de deux à trois, et seront dorénavant nommés par le chef du gouvernement. Ce troisième et nouvel adjoint a été qualifié de "*commissaire politique*" par le gouverneur de la MNB, Andras Simor, qui déplaît notamment à Viktor Orbán en raison de sa politique de taux d'intérêt élevés.

LOI SUR LES RELIGIONS

Le Parlement a également entériné une nouvelle loi sur les religions (lien abonnés), qui réduit à 14 – contre à peu près 300 actuellement – le nombre de communautés bénéficiant de subventions publiques, une loi réduisant à la portion congrue les débats au Parlement et une loi sur "*les crimes communistes*", visant rétroactivement les dirigeants du Parti socialiste (ex-communiste), lesquels dénoncent "*la mise en place d'une dictature*".

La nouvelle loi sur les religions a été adoptée avec 256 voix pour et 36 contre et sans abstention, grâce à la majorité des deux tiers dont dispose le parti de Viktor Orbán, le Fidesz. Les députés socialistes (MSZP) et du LMP (Vert-gauche) n'ont pas participé à la session du Parlement, exprimant ainsi leur opposition aux lois adoptées.

"Le gouvernement des Etats-Unis est profondément inquiet à cause de la loi sur les Eglises. Selon des observateurs, la reconnaissance des différentes Eglises et religions est devenue difficile voire impossible, le fait que cela nécessite en plus une majorité des deux tiers du Parlement rend la question indûment politisée alors qu'il s'agit là d'un droit de l'homme fondamental", a prévenu M^{me} Clinton, dans une lettre écrite au premier ministre Viktor Orbán, publiée vendredi par le premier quotidien du pays, le Nepszabadsag.

Les autres communautés religieuses voulant se faire reconnaître devront, selon la nouvelle loi, se tourner désormais vers le Parlement, qui devra décider de leur reconnaissance ou non, avec une décision à la majorité qualifiée, c'est-à-dire plus des deux tiers des députés.

"PERPÉTUATION DU POUVOIR D'UN SEUL PARTI"

Ces nouvelles lois sont les dernières d'une longue série qui isole la Hongrie au sein de l'Europe et abîme un peu plus la démocratie hongroise. Il y avait déjà eu la réforme des médias, de la justice, de la loi électorale ainsi qu'une loi sur "*la stabilité financière*", imposant à l'avenir une majorité des deux tiers au Parlement pour modifier le taux unique (16 %) de l'impôt sur le revenu.

Guy Verhofstadt, ancien premier ministre belge et président des libéraux au Parlement européen, considère la nouvelle Constitution hongroise aux accents très nationalistes, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier, comme le *"cheval de Troie d'un système politique plus autoritaire fondé sur la perpétuation du pouvoir d'un seul parti"*.

Autre élément inquiétant, la promotion par le Fidesz de personnalités notoirement d'extrême droite, voire antisémites, dans le secteur culturel. C'est le cas par exemple de György Dörner, nommé à la tête du Nouveau Théâtre de Budapest, comme le souligne *Les Inrocks*, reprenant une information du quotidien *Libération*.

Dans les médias publics, la mise au pas s'est traduite par des licenciements massifs ou mise en préretraite de journalistes indociles, en dépit d'une grève de la faim de plusieurs d'entre eux, aussitôt licenciés. De plus Klubradio, seule radio d'opposition, a perdu sa fréquence.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE NON ORTHODOXE

La politique économique "non orthodoxe" de Viktor Orban – "taxe de crise" sur les banques, les groupes énergétiques et de télécommunication, nationalisation des caisses de retraite privées – a fait plonger la devise hongroise, le forint, de plus de 20 % par rapport à l'euro au cours des trois derniers mois.

Vendredi, le Parlement a voté une nouvelle loi qui autorise le gouvernement à mettre en place des mesures fiscales ciblées supplémentaires pour payer d'éventuelles amendes de la Cour européenne de justice. Cette loi, votée à la majorité des deux tiers, sera inscrite dans la nouvelle Constitution. Les mesures fiscales *"pourront évidemment être payées par n'importe qui"*, a précisé Janos Lazar, le chef du groupe parlementaire du Fidesz. Cette nouvelle "taxe de crise" restera en vigueur jusqu'à ce que la dette publique du pays passe en dessous de la barre des 50 % du produit intérieur brut.

En dépit des critiques, dont la dernière émane de la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, qui s'est inquiétée de *"la situation de la démocratie"* en Hongrie, Viktor Orban fait front, semblant faire fi des conséquences pour son pays et pour le peuple hongrois. Vendredi, il a affirmé sans ambages : *"Personne ne peut intervenir dans le processus législatif hongrois."*

Le pouvoir veut "restaurer un certain ordre moral" en Hongrie

3 janvier 2012

Spécialiste des civilisations d'Europe centrale et maître de conférences à l'université Nancy-II, Paul Gradwohl analyse la nouvelle Constitution hongroise, entrée en vigueur le 1^{er} janvier.

Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, la "République de Hongrie" est devenue la "Hongrie", tout court. Que signifie ce changement de nom ?

Désormais, le pays ne se définit plus comme un régime politique. C'est le peuple hongrois, par-delà les frontières, qui fait son essence. La "nation hongroise", évoquée dans la nouvelle Constitution, réunit à la fois les citoyens de Hongrie et les membres des minorités hongroises de Roumanie,

Slovaquie, Voïvodine (Serbie), d'Ukraine et d'ailleurs, qui n'ont pas nécessairement la double nationalité.

Cette communauté est cimentée, soudée par la référence à un passé mythifié. *"Nous sommes fiers de nos ancêtres qui se sont battus pour la survie, la liberté et la souveraineté de notre nation"*, dit le préambule de la Constitution. *"Fiers des remarquables créations intellectuelles des Hongrois", "fiers que notre peuple se soit battu pendant des siècles pour défendre l'Europe, contribuant aux valeurs communes de celle-ci par son talent et son assiduité"*, ajoute le texte. Cette exaltation nationaliste, comme la référence au *"roi saint Etienne"*, sert évidemment la politique du gouvernement.

Quelle résonance ont ces déclarations dans le contexte actuel ?

Dans un moment de crise économique et sociale, le politique s'affermir par le symbolique. La nouvelle Constitution est placée sous le signe de Dieu et de la Sainte Couronne [*formulée dès 1222, la doctrine de la Sainte Couronne, celle de saint Etienne, unissait les peuples de la région carpatique soumis aux souverains magyars*]. Le préambule du texte est littéralement intitulé "Credo national". C'est une profession de foi, au sens religieux du terme, à laquelle font écho de multiples références au christianisme. En se réclamant de ces valeurs, le premier ministre, Viktor Orban, s'inscrit dans une continuité historique. A la tête de l'exécutif, il se présente comme l'héritier d'un passé glorieux.

Une partie de ce passé pose néanmoins problème. *"Nous rejetons toute prescription sur les crimes contre l'humanité commis envers la nation hongroise et ses citoyens sous les dictatures du national-socialisme et du communisme"*, précise le préambule. Qu'est-ce que cela implique ?

Cette formule vise en premier lieu l'opposition, dont certains représentants sont d'anciens communistes. Elle fait écho à une loi adoptée le 30 décembre, qui rend les socialistes responsables des actes commis par le parti au pouvoir avant 1989. Pour Viktor Orban, la démocratie hongroise commence véritablement le jour des élections législatives du 2 mai 1990. La transition douce qui a précédé le scrutin et abouti à la naissance du premier Parlement libre du pays est niée. Or, à l'époque, il existait un relatif consensus entre les formations politiques.

La nouvelle Constitution remet en cause cet équilibre en réduisant la marge de manœuvre des contre-pouvoirs. La Cour constitutionnelle, par exemple, voit son champ d'intervention diminué. Le pluralisme dans les médias a été battu en brèche, comme en témoigne la perte de fréquence de KlubRadio. Plus grave encore, la dernière loi électorale favorise nettement le parti au pouvoir, qui profite d'un nouveau découpage des circonscriptions et de la marginalisation des petits partis.

Plusieurs associations de défense des libertés civiles se sont également inquiétées des passages ayant trait au mariage ou au droit à la vie dans la Constitution.

En effet, le texte témoigne clairement d'une volonté de restaurer un certain ordre moral. Les valeurs familiales sont mises en avant à plusieurs reprises. Seul le mariage entre homme et femme est désormais reconnu, ce qui exclut toute forme d'union entre personnes du même sexe. On touche là à une obsession très hongroise : la crainte du déclin démographique. La famille traditionnelle est perçue comme la base du maintien de la nation. C'est ce qui explique également la reconnaissance de l'embryon comme être humain – laquelle ouvre potentiellement la porte à l'interdiction de l'avortement.

Peut-on parler de dérive extrême-droitière du gouvernement hongrois ?

Il est important de préciser que le premier ministre, Viktor Orbán, n'est pas un fasciste. Sur le plan économique, par exemple, il suit une ligne qualifiée de "non orthodoxe" et qui se situerait entre Chevènement et de Villiers, si on la comparait à ce qui peut être proposé en France. L'opposition accuse le parti au pouvoir de bâtir une dictature. Le gouvernement s'en défend en arguant du fait qu'il n'a rien fait pour empêcher les manifestations qui se sont tenues lundi soir à Budapest. Le modèle dont il s'inspire est celui de la Hongrie horthyste de l'entre-deux-guerres, un système autoritaire où l'opposition n'a aucune chance et qui s'abrite derrière les frustrations nationales pour maintenir une élite dépassée au pouvoir.

Des dizaines de milliers de Hongrois protestent contre la nouvelle Constitution

3 janvier 2012

Des dizaines de milliers de personnes - 100 000 selon les organisateurs, 70 000 selon les observateurs - ont manifesté lundi 2 janvier au soir à Budapest contre le premier ministre conservateur, Viktor Orbán, une mobilisation sans précédent à l'appel des partis de gauche et écologiques, ainsi que des mouvements de la société civile.